



EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL COMMUNAUTAIRE

L'an deux mil vingt-six, le mercredi 30 septembre à 18h00, les membres du conseil communautaire se sont réunis, salle du conseil, au 31 rue de Vire à Les Monts d'Aunay (commune déléguée Aunay – sur - Odon), sous la présidence de Madame Stéphanie LEBERRURIER présidente, suite à la convocation adressée le jeudi 24 septembre 2026 et affichée ce même jour.

NOMBRE DE MEMBRES EN EXERCICE : 50
ÉTAIENT PRESENTS : 45
AYANT PRIS PART A LA DECISION : 47

Étaient présents : Denis EUSTACHE, Christine LEMAIRE, Gérard PATRIX, Valérie LAMBERT, Alain LEGENTIL, Guillaume DUJARDIN, Sandra LEMARCHAND, Christophe LE BOULANGER, Nathalie HANICOT, Michel GENNEVIEVE, Bérengère MOREAU, Sylvie HARIVEL Jean- Yves BRECI, Hélène REVERT, Audrey PICOT représentée par Jean-Yves LEMARCHAND son suppléant, Christophe LEMENNICIER, Philippe LEROUX, Isabelle FOUQUES-CARIOU, Romain TREFEU, Chantal SAVATTE, Jean-Michel SOUTUMIER, Florence BELLAMY, Steeve BOISSIER, Céline SORNIN-FEUILLET, Christine SALMON, Jean-Noël DUMAS, Bertrand GOSSET, Sophie LECHEVALIER-BOISSEL, Frédéric ENEE, Thierry PAY, Pascal CURY, Yves PIET, Stéphanie URBAIN, Marie-Jeanne MADELINE, Patrick DUCHEMIN, Gaële FILLÂTRE, Jérémie DESGUEE, Séverine MALHERBE, Anthony JAN, Carole VERRY, Thierry LECRES, Stéphanie LEBERRURIER, Sandrine MARY, Cédric MARIE, Alexandre LEBASTARD, conseillers communautaires.

Étaient absents excusés ayant donné un pouvoir : Serge PIERRE a donné pouvoir à Cédric MARIE, Delphine GUILBERT a donné pouvoir à Stéphanie LEBERRURIER.

Étaient absents excusés : Edith LANGLOIS, Michel LE MAZIER

Était absent : Rodrigue SIMEON.

Après avoir installé le conseil communautaire, Madame la Présidente procède à l'appel. Le quorum étant atteint, elle ouvre la séance.

Madame la présidente annonce préalablement les pouvoirs donnés pour ce conseil et les excusés.

Madame Sandra LEMARCHAND a été élue à l'unanimité secrétaire de séance.

DEBAT 20260930-14 : RH_DEBAT SUR LA PROTECTION SOCIALE COMPLEMENTAIRE DES AGENTS DE PRE-BOCAGE INTERCOM

Conformément à l'article L. 827-12 du Code général de la fonction publique, les collectivités territoriales sont tenues d'organiser un débat dédié à la protection sociale complémentaire de leurs agents, dans un délai de six mois, suivant le renouvellement de l'assemblée délibérante.

S'il ne donne pas lieu à un vote et n'est soumis à aucun formalisme particulier, il doit permettre d'aborder plusieurs thématiques essentielles :

- Rappeler les principes et les enjeux de la protection sociale complémentaire
- Réaliser un point sur la situation actuelle de la collectivité en précisant, pour chaque risque, le dispositif mis en place ainsi que le niveau de participation de l'employeur
- Présenter le nouveau cadre juridique introduit par la loi n° 2025-1251 relative à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux en matière de prévoyance qui devra être mise en œuvre au plus tard à compter du 1er janvier 2029

Principes et les enjeux de la protection sociale complémentaire

La Protection Sociale Complémentaire (PSC) est constituée des contrats que les agents territoriaux peuvent souscrire pour se garantir contre deux types de risques :

- Les contrats en santé (ou mutuelle) qui complètent les remboursements de la sécurité sociale
- Les contrats en prévoyance (ou garantie maintien de salaire) qui permettent de couvrir le risque de perte de salaire en cas de maladie, d'invalidité ou de perte de retraite

La participation financière des collectivités employeurs est obligatoire depuis :

- Le 1er janvier 2025 pour la protection sociale complémentaire « prévoyance » à hauteur de 7 € par mois et par agent minimum
- Le 1er janvier 2026 pour la protection sociale complémentaire « santé » à hauteur de 15 € par mois et par agent minimum

La participation employeur peut être mise en place selon deux dispositifs :

- La convention de participation (du Centre de de gestion ou individuelle) : l'employeur participe à la cotisation de l'agent ayant adhéré à la convention de participation
- La labellisation : l'employeur participe à la cotisation du contrat individuel souscrit par l'agent (l'agent doit fournir une attestation de « contrat labellisé »)

Point sur la situation actuelle de la collectivité

En matière de protection sociale complémentaire « santé », la collectivité a fait le choix de la labellisation. La participation est fixée à 20 € par mois et par agent qui fournit une attestation de « contrat labellisé » (39 agents en 2026).

En matière de protection sociale complémentaire « prévoyance », Pré-Bocage Intercom a adhéré à la convention de participation conclue entre le Centre de Gestion du Calvados et la MNT-MGEN à compter du 1er janvier 2025. L'adhésion des agents est facultative et la participation de collectivité est fixée à 10 € par mois et par agent. A titre d'information, 12 agents sont actuellement couverts pour ce risque via cette convention.

Montants annuels	Santé	Prévoyance
Montant global des participations	7 480 €	953 €
Montant moyen par bénéficiaire	202 €	106 €

Le nouveau cadre juridique en matière de prévoyance

Un nouveau cadre juridique relatif à la protection sociale complémentaire des agents publics territoriaux en matière de prévoyance a été introduit par la loi n° 2025-1251. Cette loi devra être mise en œuvre au plus tard à compter du 1er janvier 2029.

La loi introduit des évolutions majeures :

- Mise en place d'un contrat collectif de prévoyance à adhésion obligatoire.
- Participation financière minimale à hauteur de 50 % de la cotisation due par chaque agent pour les garanties minimales obligatoires

L'impact financier de cette nouvelle loi est important :

- Gain de pouvoir d'achat pour les agents qui avaient déjà adhéré puisque la collectivité prendra en charge 50% du coût (32,50 €) à la place de 10 € par mois
- Pour les agents qui ne souhaitent pas en bénéficier : la cotisation moyenne s'élève à 2,5% du salaire brut (environ 65 € pour un agent de catégorie C), elle sera directement prélevée sur le salaire de l'agent qui verra ainsi son salaire net baisser
- Pour la collectivité : 80 participations de 32,50 € par mois à verser au lieu de 12 participations de 10 €. Le coût annuel pour la collectivité est ainsi estimé à 31 200 € au lieu de 1 440 € en 2026.

Vote : Le conseil communautaire, après en avoir délibéré, à l'unanimité décide :

- **DE DEBATTRE** sur les éléments présentés
- **DE PRENDRE** acte de la tenue du débat sur la protection sociale complémentaire des agents de Pré-Bocage Intercom

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an que susdits.
POUR EXTRAIT CONFORME :

Le Secrétaire de séance,
Sandra LEMARCHAND

La Présidente,
Stéphanie LEBERRURIER

